



MÉCANISMES ET STRUCTURES COMMUNAUTAIRES FACE À LA MENACE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

INTRODUCTION

Le nord de la Côte d'Ivoire est confronté à une menace croissante de l'extrémisme violent¹, comme l'illustrent les attaques de Kafolo et Téhini². Cette menace est exacerbée par des tensions ethniques, des conflits territoriaux et des disparités socio-économiques. La proximité du septentrion ivoirien avec le Mali et le Burkina Faso, où plusieurs groupes extrémistes opèrent, est source de tensions. Ainsi, le nord de la Côte d'Ivoire devient une zone stratégique pour les groupes terroristes. Caractérisée par la paupérisation des populations, un taux de chômage élevé et le manque de perspectives économiques, cette région constitue un terreau fertile pour la radicalisation des jeunes, processus par lequel un individu ou un groupe finit par adopter une forme violente d'action directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel³.

Dans ce contexte, les mécanismes et structures communautaires se présentent comme des piliers fondamentaux de résilience et de prévention face à cette menace déstabilisante. Ces mécanismes et structures, qui englobent une gamme diversifiée d'approches collaboratives et participatives, sont essentiels pour atténuer les risques d'extrémisme violent et promouvoir la cohésion sociale dans cette région de la Côte d'Ivoire.

Ainsi, la présente étude analyse les différents moyens et approches par lesquels ces initiatives communautaires contribuent à faire face à la menace de l'extrémisme violent, en soulignant à la fois leur efficacité et leurs limites afin de proposer des pistes de solutions.

Des données primaires et secondaires collectées à travers des entretiens individuels (guides religieux, autorités coutumières, responsables de structures étatiques et d'organisations de la société civile) ainsi que la recherche documentaire ont permis cette analyse.

¹ Une doctrine qui prône la violence dans sa forme la plus tragique, la plus aiguë. L'extrémisme violent est l'étape supérieure du radicalisme, la phase ultime de la radicalisation. Selon l'USAID, l'agence de coopération américaine, l'extrémisme violent se définit comme le fait de défendre, commettre, préparer ou encore soutenir des actes de violence motivés ou justifiés par une idéologie afin d'atteindre des objectifs sociaux, économiques et politiques. Pour l'UNESCO, Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, l'extrémisme violent « renvoie aux opinions et aux actions de ceux qui approuvent la violence ou y ont recours au nom d'objectifs idéologiques, religieux ou politiques. Cette définition inclut le terrorisme et d'autres formes de violence sectaire et motivée par des raisons politiques » - ² Au moins 18 membres des forces de défense et sécurité ivoiriennes ont perdu la vie dans des attentats, notamment à Kafolo le 11 juin 2020 et le 29 mars 2021, à Kolobougou le 29 mars 2021 et à Tougbo le 7 juin 2021. - ³ Farhad Khosrokhavar, « Les trajectoires des jeunes jihadistes français », Études n°6, juin 2015, p.33-44.

DYNAMIQUE DE RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

La dynamique de résilience communautaire face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire est un processus par lequel les communautés locales travaillent à renforcer leur capacité à résister et à faire face aux menaces inhérentes. Cette résilience est cruciale pour prévenir la radicalisation et l'adhésion des populations, en particulier des jeunes, à des groupes extrémistes. L'analyse de cette dynamique de résilience communautaire met en évidence l'existence de mécanismes et structures communautaires destinés à répondre à cette menace. Cette réponse demeure cependant lacunaire et insuffisante.

FAIRE FACE À LA MONTÉE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT : STRUCTURES ET MÉCANISMES DE RÉSILIENCE

Deux structures communautaires, l'une traditionnelle, l'autre religieuse, jouent un rôle capital dans la résilience communautaire face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire en mettant en place des mécanismes tel que l'alerte précoce. Il s'agit principalement du Conseil supérieur des Imams, des mosquées et des affaires islamiques (COSIM) et de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire (CNRCT).

Le COSIM⁴, organe dirigeant de la communauté musulmane, est un acteur incontournable lorsqu'on s'intéresse à la résilience communautaire à l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire. La communauté musulmane, malgré elle, est étroitement liée à la montée de l'extrémisme violent dans la sous-région, car les principaux groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique prétendent agir au nom des idéaux de l'Islam⁵. La communauté musulmane est donc en première ligne dans la stratégie d'endiguement de ce phénomène d'endoctrinement, en particulier dans le septentrion ivoirien majoritairement musulman⁶. Le COSIM organise régulièrement des campagnes de sensibilisation communautaire contre l'extrémisme violent, à l'instar de la campagne exécutée par le groupe média Al Bayane⁷. L'objectif du COSIM est d'informer et d'éduquer la communauté musulmane sur les dangers de l'extrémisme violent, tout en promouvant des valeurs de paix, de tolérance et de modération. Ces campagnes de sensibilisation se font à travers des conférences, des ateliers, des séminaires, des réunions publiques⁸ et des publications, telles que des brochures, des dépliants et des supports numériques. En parallèle, le COSIM promeut un Islam modéré en encourageant une interprétation de l'Islam favorisant la tolérance, le respect des droits de l'homme et la coexistence pacifique avec les autres confessions religieuses⁹. Ainsi, le COSIM offre une formation aux imams et aux prédicateurs afin de les sensibiliser aux normes et aux lignes directrices établies. Depuis le 29 avril 2016, plusieurs sessions de formation destinées aux guides religieux musulmans ont été organisées à travers le pays. À ce jour, plus de 600 guides religieux ont participé à ces formations, centrées sur la « contribution des imams à l'édification

des valeurs spirituelles et morales dans la société ». Ce programme a été instauré en réponse à l'attaque perpétrée par des groupes radicaux, causant la perte d'une vingtaine de vies à Grand-Bassam, dans le sud-est du pays, le 13 mars 2016. Cette formation vise à les aider à comprendre les risques de l'extrémisme violent et à les encourager à promouvoir des messages de paix et de modération¹⁰. De plus, le COSIM a mis en place des mécanismes de supervision des prédicateurs et des discours religieux dans les mosquées avec la délivrance de licences et certificats autorisant à prêcher, ainsi que par l'enregistrement des sermons¹¹. Cette action est essentielle pour garantir que les discours prononcés dans les mosquées ne favorisent pas l'extrémisme violent. Enfin, parmi les mécanismes déployés par l'instance religieuse, figurent la médiation et la résolution de conflits communautaires. Les leaders religieux musulmans ont à maintes reprises appelé à la paix lors de violences communautaires¹², diffusant leurs prêches sur les plateformes numériques du COSIM et relayés par les radios thématiques¹³.

En complément des initiatives du COSIM, des plateformes favorisant le dialogue interreligieux pour promouvoir l'acceptation mutuelle existent. Parmi elles, on trouve le Dialogue islam-chrétien, mécanisme initié par l'Église catholique en Côte d'Ivoire. Ce mécanisme vise à « désamorcer les bombes, faire tomber les préjugés, enlever les lunettes déformantes pour mieux connaître l'autre¹⁴. » De façon concrète, la paroisse établit un lien avec la mosquée. Par exemple, les prêtres apportent leur soutien aux musulmans en assistant à la prière, notamment pendant le ramadan, et vice versa¹⁵. Ce modèle de dialogue interreligieux est illustré par les rencontres fréquentes entre les leaders de la paroisse Notre Dame de la Tendresse de la Riviera et de la Grande Mosquée du Plateau : le révérend-père Éric Norbert Abekan et l'imam Cissé Djigui-ba, membre du COSIM¹⁶.

Outre les structures religieuses, les organisations traditionnelles œuvrent également à empêcher la montée de l'extrémisme violent dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire.

Conformément à l'article 4 de la loi organique, « la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels¹⁷ contribue à la valorisation des us et coutumes, à la promotion des idéaux de paix, de développement et de cohésion sociale ainsi qu'au règlement non juridictionnel des conflits dans les villages et entre les communautés ». À ce titre, elle a, entre autres fonctions, celle d'initier des missions de médiation pour la prévention et la gestion des crises et conflits. La responsabilité de la société traditionnelle est d'œuvrer à l'apaisement social. De ce fait, la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels participe à la résilience communautaire face à l'extrémisme violent. Afin de mieux combattre le phénomène, la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels se forme sur le concept de l'extrémisme violent¹⁸. Dans le cas spécifique de la région du Bounkani, les chefs traditionnels participent à la sensibilisation des populations sur les risques de l'extrémisme violent à travers des activités socio-culturelles à Bouna, Doropo, et Téhini. La célébration de la fête de l'igname, par exemple, est une opportunité pour informer et sensibiliser les jeunes sur le fléau de l'extrémisme violent¹⁹. De plus, Le rôle de facilitateur

⁴ Le COSIM (Conseil supérieur des Imams, des Mosquées et des Affaires islamiques) est une association d'imams qui joue un rôle important dans la promotion des intérêts et des préoccupations des Musulmans en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'une institution qui vise à représenter et à coordonner les activités des différentes organisations islamiques du pays. C'est une structure engagée dans la prévention des conflits, la cohésion sociale, et la médiation. - ⁵ Lassina Diarra, *Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-Nord de la Côte d'Ivoire*, African Center for Peace Studies, Timbuktu Institute, 30 avril 2021. - ⁶ Thomas J. Bassett, « Nord musulman et Sud chrétien » : les moules médiatiques de la crise ivoirienne, Dans *Afrique contemporaine* 2003/2 (n° 206), pages 13 à 27. - ⁷ L'Info express, « Lutte contre l'extrémisme violent : Le COSIM mène une mission de paix dans le Grand nord », 27 mars 2023. - ⁸ Côte d'Ivoire-AIP/ Séminaire sur la prévention de l'extrémisme violent et la radicalisation dans l'espace CEDEAO, Septembre 2022. - ⁹ Dans le cadre du Forum des confessions religieuses qui comprend des Imams, des prêtres et des pasteurs, l'accent est mis sur la tolérance inter-religieuse et les actions de prévention de conflits intercommunautaires et politiques. Le Forum participe aussi à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. - ¹⁰ Abdoul Hakim Hoduloyé, « Les Imams formés sur l'extrémisme violent et la radicalisation », Al Bayane.info, 27 Septembre 2022. - ¹¹ radiodelapaix - Lutte contre l'extrémisme - ¹² Aïssatou Diallo, « Côte d'Ivoire : Ousmane Diakité, l'imam du juste milieu », in *Jeune Afrique*, Juin 2022. - ¹³ radiodelapaix - contribution des leaders religieux dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent - ¹⁴ Extrait de l'entretien avec le révérend-père Éric Norbert Abékan, secrétaire exécutif national de la commission justice, paix et environnement de l'Église catholique en Côte d'Ivoire. Entretien réalisé le 18-11-2023. - ¹⁵ Ces initiatives de rapprochement et de connaissance mutuelle se font surtout au niveau local où les communautés musulmanes et chrétiennes en général sont appelées à vivre en harmonie. - ¹⁶ Extrait de l'entretien avec le révérend-père Éric Norbert Abékan, op. cit. - ¹⁷ Institution créée par la Constitution du 08 novembre 2016 et régie par la loi organique n°2020-942 du 25 novembre 2020 portant composition, attributions et fonctionnement de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels. - ¹⁸ Agence Ivoirienne de Presse, « Une ONG forme les rois et chefs traditionnels sur le concept d'extrémisme violent », 21 février 2023. - ¹⁹ Extrait de l'entretien avec Adama Kounga Ouattara, notable chargé de la communication au palais royal de Bouna. Entretien réalisé le 26-10-2023.

des chefs traditionnels dans la résolution des conflits contribue à la coexistence pacifique entre les communautés²⁰. Par exemple, l'usage des mécanismes traditionnels de gestion de conflits²¹, tels que la médiation des chefs coutumiers, a permis de régler le conflit entre agriculteurs et éleveurs²², marqué par des suspicions et des stigmatisations. Dans la même veine, les chefs traditionnels de la région du Gontougo (nord-est) se sont engagés en faveur de la réconciliation à la suite des incidents survenus en novembre 2021 entre autochtones Koulangos et allochtones Lobis²³. Par ailleurs, les chefs traditionnels ont lancé des campagnes de sensibilisation au sein de leurs communautés afin de mobiliser des leviers contre l'extrémisme violent. Des ateliers et des séminaires éducatifs ont été organisés en vue de promouvoir la coexistence pacifique et la cohésion intercommunautaire²⁴. Ces campagnes ont conduit la mise en place, en collaboration avec des ONG, de comités de paix, de veille et d'alerte. Ces comités jouent un rôle important dans la prévention des conflits et de la radicalisation²⁵. En effet, dans le cadre du projet Résilience pour la paix (R4P), financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et visant à promouvoir la résilience communautaire et à favoriser les mécanismes de résolutions pacifiques des conflits dans la région du Bounkani, les capacités des chefs traditionnels ont été renforcées en matière de prévention de l'extrémisme violent sur la période 2021-2023. Ainsi, dans une approche collaborative, l'implication effective des femmes en tant que vecteurs de prévention de l'extrémisme violent et de promotion de la paix dans le programme R4P²⁶ est recommandée. Enfin, les chefs traditionnels collaborent avec les autorités locales et les forces de sécurité pour partager des informations sur des individus ou des activités suspectes liées à l'extrémisme violent par le système de l'alerte précoce. La mise en place des cellules civilo-militaires²⁷, chapeautées par le Conseil national de sécurité (CNS)²⁸, avec l'aile civile représentée par les acteurs communautaires (chefs traditionnels et guides religieux, représentants de jeunesse locales) et les ONG, répond à ce souci.

Ces actions concrètes menées par les chefs traditionnels démontrent leur engagement en faveur de la prévention de l'extrémisme violent et de la promotion de la stabilité communautaire dans le nord de la Côte d'Ivoire. Ils sont des acteurs clés pour renforcer la résilience des communautés face à ces défis.

Les collectivités territoriales ne sont pas en marge de la lutte contre l'extrémisme violent. Par exemple, le conseil régional de la Bagoué met en place des projets de développement dont certains avec le soutien de partenaires tels que la Banque mondiale, afin de contribuer à l'autonomisation des jeunes et des femmes. Le but ultime de telles initiatives serait de freiner la montée de l'extrémisme violent dans la région en occupant positivement les populations²⁹. À ces initiatives s'ajoutent la création et/ou la réhabilitation d'infrastructures sociales essentielles. S'agissant de la bande frontalière, les conseils régio-

naux travaillent à l'ouverture de voies de passage officielles afin d'éviter l'entrée sur le territoire par les voies de contournement³⁰. Il existe un cadre de coopération multilatérale entre les régions du nord de la Côte d'Ivoire et celles du sud du Mali et du Burkina Faso. L'Union frontalière des collectivités territoriales de l'espace SKBo (Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso) organise, avec l'appui financier de l'UEMOA, des séances de travail entre les autorités administratives, coutumières, et religieuses de part et d'autre de la frontière pour prévenir la montée de l'extrémisme violent³¹.

Malgré l'existence de structures et mécanismes de résilience communautaire face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire, leur impact réel reste limité.

1.2 DÉFIS INHÉRENTS À L'EFFECTIVITÉ DES ACTIONS DE RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE À L'EXTRÉMISME VIOLENT

L'efficacité des structures et mécanismes communautaires de résilience mentionnés face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire est mise à mal par un certain nombre de facteurs.

On constate d'emblée un déficit de ressources humaines qualifiées au niveau des structures communautaires. En dépit des attaques terroristes perpétrées en Côte d'Ivoire, l'extrémisme violent ne se manifeste pas de la même manière qu'au Mali et qu'au Burkina Faso, où l'on observe une sorte de sanctuarisation par des groupes extrémistes, avec des zones entières du territoire national qui échappent à l'autorité de l'État. En effet, les attaques perpétrées sur le sol ivoirien ont jusqu'ici été le fait d'individus ayant traversé les frontières. Cette situation place les structures communautaires dans une position délicate puisqu'il s'agit de déceler les signes avant-coureurs d'un processus de radicalisation (surtout à l'étape du durcissement et à l'étape de l'exclusion)³². Malgré les formations dispensées par des organisations de la société civile ou des organisations internationales, notamment les sessions de formation éclatées sur l'extrémisme violent dans la région du Bounkani³³, les leaders communautaires restent encore insuffisamment outillés pour faire face à l'extrémisme violent³⁴.

Il y a ensuite l'épineuse question des moyens financiers, logistiques et matériels. Prises individuellement ou collectivement, les structures communautaires engagées dans la lutte contre l'extrémisme violent, notamment dans le nord de la Côte d'Ivoire, doivent faire face au défi de cette nature. Bien que la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels dispose d'un budget de fonctionnement, les projets réalisés par celle-ci et par d'autres structures dépendent souvent de subventions obtenues dans un cadre ponctuel. Les exemples de l'USAID dans le cadre du projet R4P, de l'ambassade des États-Unis dans le cadre du projet PS-CEV³⁵ en partenariat avec le Centre de recherche politique d'Abidjan (CRPA) et le projet PREDIA³⁶,

²⁰ [fratmat.info](#) -> Bounkani : une-ong-promeut-les-mecanismes-de-resolution-pacifique-de-conflits - ²¹ Selon la même source, la radio locale « La Voix des Savanes » a diffusé une émission dans le but de promouvoir la résilience communautaire et de favoriser les mécanismes de résolution pacifique des conflits au sein des communautés de la région du Bounkani. Cette émission a vu la participation du représentant du roi du Bounkani, le notable Lélié Ouattara, le porte-parole de la chefferie Lobi de Bouna, Kambou Bouaké, ainsi que le secrétaire général de la communauté peulh, Amadou Diallo. Ils ont souligné que la résolution de ces crises a été rendue possible grâce à l'utilisation des mécanismes traditionnels de gestion des conflits, notamment la médiation des chefs coutumiers, au sein de la communauté locale. - ²² [Le « conflit agriculteur-éleveur » est le conflit qui oppose les agriculteurs aux éleveurs au sujet des ressources agricoles. Cette terminologie intervient aussi dans les discours d'officiels en Côte d'Ivoire.](#) - ²³ [laurere.net](#) -> [conflit-communautaire-affrontements-signaux-entre-autochtones-et-allochtones-dans-un-village-entre-bouna-et-bondoukou-des-blessés-enregistres](#) - ²⁴ Entretien avec Adama Kounga Ouattara, chargé de communication au palais royal de Bouna. - ²⁵ AIP « L'ONG les «Flamboyants» installe des comités de paix et de prévention de conflits dans le nord », publié le 20 août 2022. - ²⁶ AIP « Le chef du canton de Korhogo favorable à l'intégration des femmes aux instances traditionnelles de décision » publié le 13 janvier 2018 - ²⁷ La cellule civilo-militaire est une structure opérationnelle des comités départementaux de sécurité (représentation régionale du CNS). Elle est mise en place par arrêté du préfet de région, qui occupe également la fonction de président des comités départementaux de sécurité. La création de cette cellule vise à favoriser la coordination et l'harmonisation des efforts pour assurer la sécurité et promouvoir la stabilité dans la région ou le département concerné. Elle est composée de 40 membres, 25 civils (collectivités territoriales, organisations de la société civile, autorités coutumières, guides religieux, associations de jeunesse) et 15 membres des forces de défense et de sécurité. - ²⁸ Le conseil national de sécurité (CNS) de la Côte d'Ivoire est une institution gouvernementale chargée de conseiller le président de la République sur les questions de sécurité nationale. Il joue un rôle clé dans la gestion des affaires de sécurité et la formation des politiques de sécurité du pays. Le CNS est généralement composé de hauts responsables militaires, de hauts fonctionnaires de l'administration, de représentants des forces de sécurité et d'autres experts en matière de sécurité. - ²⁹⁻³⁰⁻³¹ Extrait de l'entretien avec Losséni Camara, directeur général du conseil régional de la Bagoué (nord de la Côte d'Ivoire). Entretien réalisé le 31-01-2024. - ³² Selon le Centre canadien de prévention de la radicalisation menant à la violence, le processus de radicalisation qui est un enchaînement de circonstance et du choix de l'individu est un processus en cinq étapes : 1. Le dogmatisme ou l'endoctrinement 2. L'idéologie 3. Le durcissement 4. L'exclusion 5. L'extrémisme violent. - ³³⁻³⁴ Extrait de l'entretien avec Kakro Kobenan Jacques, directeur exécutif de l'ONG les Flamboyants, président de la cellule civilo-militaire de Doropo. Entretien réalisé le 26-10-2023. - ³⁵ Le projet de sensibilisation contre l'extrémisme violent (PS-CEV) est un projet initié par le Centre de recherche politique d'Abidjan (CRPA) et financé par l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire (2020-2021). Environ 500 leaders communautaires de 7 régions de la Côte d'Ivoire ont suivi un séminaire de renforcement des capacités et une projection de film documentaire suivi de débat sur le processus de radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent. - ³⁶ Le projet de « Prévention de la violence politique et renforcement de la cohésion sociale par le dialogue et la collaboration citoyenne en Côte d'Ivoire » (PREDIA) est un projet exécuté par Indigo Côte d'Ivoire et Interpeace. Il s'agit de la mise œuvre des cadres de collaboration dans les districts d'Abidjan, Cocomé, Goh-Djiboua, Montagnes, Vallée du Bandama, Yamoussoukro et Zanzan. Les cadres de collaboration sont une ingénierie de gouvernance collaborative des initiatives de prévention et de gestion des conflits au niveau local. (Interpeace, Note d'orientation : un baromètre ou mécanisme d'alerte précoce efficace, localisé et prédictif pour prévenir la violence politique en Côte d'Ivoire, Novembre 2023).

financé par le FPI et mis en œuvre par Interpeace et Indigo CIV, sont des illustrations concrètes. Toutefois, face à la tâche ardue et à la menace grandissante, les moyens financiers, matériels et logistiques demeurent un véritable challenge. Même dans le cadre de la mise œuvre des cellules civilo-militaires, d'énormes défis de type financier, matériel et logistique³⁷ sont à surmonter. Or, l'organisation d'activités de sensibilisation, par exemple, nécessite forcément des moyens financiers et matériels.

En outre, des leaders radicaux ou des prédicateurs extrémistes peuvent gagner très rapidement en influence et en autorité au sein des communautés. Malgré les dispositions prises par le COSIM, la surveillance des prêches peut présenter des failles du fait de la relative autonomie des imams et de la liberté de culte des fidèles. Les leaders radicaux peuvent toujours profiter d'un contexte de paupérisation et d'oisiveté au sein de la population jeune de la région Nord du pays (environ 60 %) ³⁸, malgré les efforts consentis par le gouvernement ivoirien pour réduire les disparités régionales.

De plus, la faible coordination des actions communautaires (associations religieuses, autorités coutumières et traditionnelles, organisations de la société civile) de lutte contre l'extrémisme violent est un défi majeur. Les actions et/ou activités ont bien souvent un caractère redondant et non complémentaire. Soit les structures organisent les mêmes activités, soit elles ne tiennent pas compte des recommandations relatives aux activités d'une autre structure ayant travaillé au préalable sur la question. Cela pose un problème de cohérence et d'efficacité au niveau des messages véhiculés, ainsi que des approches et stratégies utilisés pour lutter contre l'extrémisme violent³⁹. Sans coordination, il est difficile de mettre en place un plan d'action global pour la prévention de l'extrémisme violent, en intégrant les contributions de diverses organisations communautaires⁴⁰.

Enfin, les conflits liés aux ressources naturelles complexifient la mission des structures communautaires. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs ont toujours des arrière-plans économique, historique, sociologique, culturel, touchant même au mode de vie. Ce type de conflits, du fait des solidarités sociales, s'invite, à tort ou à raison, dans le registre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme et met à rude épreuve les structures et les mécanismes communautaires. L'élevage dans cette région, notamment l'activité de bouvier, est généralement pratiqué par les membres de la communauté peule, dont sont issus des chefs de groupes extrémistes, comme Amadou Koufa (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM). Ce dernier est soupçonné d'instrumentaliser les bouviers peuls pour étendre sa zone d'influence et leur stigmatisation par les populations autochtones majoritairement agriculteurs accroît la probabilité qu'ils rejoignent les groupes extrémistes.

2

PERSPECTIVES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Pour lutter contre l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire, des mécanismes et des structures sont mis en place. Cependant, ceux-ci présentent des insuffisances. Dans l'optique d'optimiser leur efficacité, des recommandations peuvent être suggérées.

2.1

ENCOURAGER UNE FORTE IMPLICATION DE L'ÉTAT EN VUE DE MAXIMISER L'IMPACT DES MÉCANISMES ET DES ACTIONS DE STRUCTURES COMMUNAUTAIRES

L'État à travers le Conseil national de sécurité (CNS) fait de la prévention de l'extrémisme violent une priorité. Toutefois, une meilleure coordination des actions des structures communautaires locales (associations religieuses, autorités coutumières et traditionnelles, organisations de la société civile) visant à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent devrait permettre d'optimiser leur impact. Cette coordination nécessite l'identification de toutes les structures et mécanismes mis en place par l'État, ainsi qu'une cartographie des actions ayant été menées et en cours et la détermination des cibles, les objectifs spécifiques, les moyens utilisés, les approches communautaires. Sur cette base, une évaluation rigoureuse de ces actions communautaires devrait conduire à des prises de décisions politiques (politiques publiques) en faveur de la prévention de l'extrémisme violent. Le Centre national de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce (CNC-MR)⁴¹ joue un rôle important dans la coordination des actions. Cependant, l'adoption des mesures de sécurité par les populations reste un enjeu majeur. En effet, il s'agit de faire en sorte que les communautés s'approprient les réponses à l'alerte précoce en participant à l'élaboration de la sécurité dans la région nord de la Côte d'Ivoire. Cela passe nécessairement par la sensibilisation des masses. Une bonne coordination des actions renforcerait la gouvernance de la sécurité dans cette région.

De même, l'État doit impliquer davantage les collectivités territoriales en tant que cadre de gouvernance locale inclusive et participative dans les actions visant à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent.

De plus, l'État doit œuvrer au renforcement des capacités des acteurs religieux, traditionnels et autres leaders communautaires dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent. Cela est d'autant plus crucial étant donné l'évolution constante du phénomène de l'extrémisme violent, par exemple, les modes de recrutement des groupes terroristes. Une fois leurs capacités renforcées, ces leaders, à travers leurs structures et étant informés des signes de radicalisation et des facteurs conduisant à l'extrémisme violent et des moyens de s'en prémunir, auront un impact bien plus significatif sur les consciences et les comportements. Cela passe inéluctablement par une formation des acteurs religieux et traditionnels sur la communication de crise, la gestion des conflits et la compréhension des idéologies qui sous-tendent l'action des extrémistes. Les modules proposés par le CNS dans ses efforts de formation des différentes couches de population doivent être adaptés à la nature, aux besoins et aux spécificités de chaque cible.

En outre, l'État doit mettre un point d'honneur au dialogue interreligieux et intercommunautaire afin de promouvoir la compréhension mutuelle, de briser la méfiance et de réduire les tensions intercommunautaires. Sur cette base, les communautés religieuses et traditionnelles pourraient constituer des remparts à l'extrémisme violent qui s'alimente bien souvent de la méconnaissance de l'autre et de préjugés. Ces plateformes pourraient servir d'appui dans le cadre de programmes de déradicalisation ou d'accompagnement des jeunes par des experts mobilisés par des organismes tels que le PNUD,

³⁷ Extrait de l'entretien avec Valérie VAI-BIH, présidente de l'ONG Centre d'excellence des Femmes de Man (CEFM), membre de la cellule civilo-militaire de la région du Tonkpi (ouest de la Côte d'Ivoire). Réalisé le 14-10-2023. - ³⁸ Source Institut national de la statistique (INS), relayé sur <https://www.linfrome.com> - ³⁹ Programme de développement Des Nations unies, DYNAMIQUE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE (undp.org) - ⁴⁰ Programme des Nations unies pour le développement, Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement - ⁴¹ Créé par décret n°2016-122 du 02 Mars 2016, le CNCMR est un outil stratégique pour détecter tous les germes de menaces et de violences, susceptibles d'empêcher tout citoyen de vivre dans la dignité, à l'abri de la peur, d'alerter le gouvernement et de proposer des réponses réalistes et adaptées.

l'USAID, l'UE. Ces approches collaboratives, dans le cadre de problématiques aussi complexes que sensibles, augmentent les chances de réussite des programmes de prévention contre l'extrémisme violent aux niveaux local, national et sous-régional (CEDEAO et du Sahel, par exemple).

Enfin, l'État doit s'impliquer dans une bonne gestion des ressources mises à la disposition des structures communautaires. En effet, les structures communautaires peuvent s'organiser au regard des textes en vigueur⁴². La loi relative aux associations doit être complétée par des dispositions prenant en compte l'implication de l'État en termes de conseil et d'encadrement des structures communautaires dans la gestion des ressources matérielles et financières destinées à la réalisation de leurs différents projets. Ceci assurerait la transparence dans l'utilisation des ressources.

Au regard de tout ce qui précède, l'élaboration et l'adoption d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont nécessaires. Cette stratégie doit conduire à l'élaboration et l'adoption de stratégies régionales jusqu'au niveau communal/villageois, déclinant la stratégie nationale, adaptées selon les niveaux de menaces. Cela contribuerait à mieux coordonner et encadrer les interventions des différents acteurs, y compris les partenaires techniques et financiers, à apporter des subventions aux structures locales religieuses, traditionnelles et sécuritaires, à favoriser les dialogues interreligieux et intercommunautaires ainsi que des actions en faveur de la cohésion sociale, de la délivrance de services sociaux et de la promotion du développement économique local.

extrêmes menant à la violence.

De plus, l'intégration d'une coopération renforcée avec les autorités étatiques locales (préfets, sous-préfets, autorités militaires) dans leurs stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent devrait permettre aux structures communautaires d'atteindre leurs objectifs. Ce cadre de coopération devrait aller au-delà des cellules civilo-militaires. En Côte d'Ivoire, l'administration territoriale déconcentrée étant assurée également par les villages⁴³, tout comme les préfectures de régions, les préfectures de département et les sous-préfectures, la coopération étroite entre les autorités traditionnelles et les autres autorités administratives locales devrait aller de soi. Toutefois, elle mérite d'être renforcée, en particulier dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent⁴⁴. En effet, le bicéphalisme au niveau de la chefferie lobi⁴⁵ – cette communauté a deux chefs qui s'affrontent – pose le problème de coopération entre autorité administrative et chefferie traditionnelle dans la région du Bounkani. Cette situation fragilise l'action administrative et affecte le flux de l'information.

Sur le plan opérationnel, il faut renforcer les capacités des structures et des acteurs communautaires afin de mobiliser des ressources outillées pour contribuer à la prévention de l'extrémisme violent. Il s'agit non seulement de les former sur la compréhension du phénomène lui-même, mais surtout sur les mécanismes de résilience. Dans cette optique, une meilleure appropriation et une bonne maîtrise des systèmes d'alerte précoce (SAP) sont nécessaires. Pour y parvenir, l'expertise avérée de structures comme WANEP-Côte d'Ivoire devrait compter. Le monitoring des incidents et des menaces, le signalement et la remontée des informations devraient constituer les piliers de l'alerte précoce pour renforcer la résilience communautaire face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Dans un tel contexte la sécurisation des systèmes d'alerte précoce mis en place par les structures communautaires devient un impératif. Cela passe nécessairement par un triple processus d'évaluation desdits systèmes. Premièrement, une évaluation en amont (prédictive) des différents mécanismes permettrait d'apprécier rigoureusement les dispositifs d'alerte précoce mis en place dans la prévention de l'extrémisme violent. Une telle démarche éviterait de naviguer à vue et permettrait de prévenir ce fléau au lieu d'avoir à gérer ses effets.

Deuxièmement, une évaluation formative permettrait d'apporter des corrections aux différents mécanismes d'alerte précoce afin de garantir leur efficacité.

Troisièmement, une évaluation sommative pour dresser tous les enseignements tirés de la mobilisation des outils d'alerte précoce dans le cadre de la résilience communautaire face à l'extrémisme violent au nord de la Côte d'Ivoire.

L'atteinte des objectifs fixés par les structures communautaires dans le cadre de la prévention de l'extrémisme passe inéluctablement par des appuis financiers, matériels et logistiques⁴⁶. Le budget dont dispose la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels est destiné principalement au fonctionnement et à la réalisation d'activités de cohésion sociale. De même, les moyens prévus par le Conseil national de sécurité (CNS) et les contributions du PNUD ne parviennent pas toujours aux ONG et aux leaders communautaires pour l'organisation d'activités de sensibilisation sur la cohésion sociale, sur l'extrémisme violent, etc⁴⁷. Face à cela, les structures communautaires doivent s'organiser pour obtenir des partenariats avec des organismes bailleurs de fond pour palier au déficit.

2.2

REDYNAMISER LES DIMENSIONS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELLES DES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA RÉSILIENCE FACE À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

D'emblée, la conception de stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent doit reposer sur les réalités sociopolitiques, socioéconomiques et démographiques du nord de la Côte d'Ivoire. Cela nécessite une veille constante de la part des leaders communautaires à travers leurs structures respectives et au sein des cellules civilo-militaires afin de prendre en compte tous les développements dans la région, notamment les zones géographiques à risques, les activités et les habitudes des individus et des groupes. Une évolution du modus operandi des groupes extrémistes (recrutement des jeunes en vue du « djihad », efforts de s'attirer les faveurs de chefs locaux, par exemple) devraient donner lieu à des réponses spécifiques. C'est pourquoi, la flexibilité et l'adaptabilité des stratégies et des approches s'avèrent nécessaires.

Subséquent, les structures communautaires doivent adopter une démarche proactive. Même si nous sommes dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent, une démarche bénéficiant en amont d'une réflexion afin d'évaluer les meilleures options dans un souci d'efficacité s'impose. Le processus de socialisation, où les guides religieux et les chefs traditionnels jouent un rôle majeur, devrait constituer un centre d'intérêt dans la perspective de la prévention de l'extrémisme violent. En effet, en influençant les comportements et les consciences des populations, notamment des plus jeunes, les guides religieux et chefs traditionnels, à travers les valeurs religieuses et traditionnelles africaines inculquées, contribueraient à les mettre à l'abri d'un basculement vers des positions

⁴² Loi n°60-315 relative aux associations du 21 septembre 1960 - ⁴³ Loi n° 2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale (Article 2) - ⁴⁴⁻⁴⁵ Extrait de l'entretien avec M. Krako Jacques, Président de l'ONG Les Flamboyants, base dans la région du Bounkani. Entretien réalisé le 26-10-2023. - ⁴⁶ Extrait des entretiens avec le révérend-père Eric Norbert Abekan et imam Ibrahim Koné, op. cit. - ⁴⁷ Extrait de l'entretien avec Valérie Vai-Bih, présidente de l'ONG Centre d'excellence des Femmes de Man (CEFM). Entretien réalisé le 26-10-2023

Les cellules civilo-militaires, structures intégrant les leaders communautaires outre les militaires et autorités administratives, doivent être améliorées. Du point de vue du fonctionnement, la participation de la chefferie traditionnelle doit être permanente et active. Le fait qu'elle ne soit pas représentée dans la cellule civilo-militaire du département de Man (ouest de la Côte d'Ivoire) et que le décès du chef traditionnel, membre de la cellule civilo-militaire du Kabadougou (extrême nord-ouest) laisse une place vacante, montre le caractère marginal sinon quasi inexistant de la participation des autorités traditionnelles et coutumières à cette structure⁴⁸.

Enfin, il faut développer les plateformes de dialogue interreligieux. Il est vrai que ces cadres favorisent l'acceptation de l'autre, le respect de la liberté de l'autre de choisir sa religion et de pratiquer sa foi. Toutefois, aborder le dialogue interreligieux dans le cadre des échanges sur des thèmes innovants tels que « religion et libertés individuelles et collectives », « religion et développement économique », « religion et développement durable »⁴⁹ contribuerait à mettre en évidence les intérêts convergents des leaders religieux. L'instrumentalisation de la religion comme pilier central dans la stratégie des groupes extrémistes ne saurait alors prospérer.

CONCLUSION

La menace de l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire est un défi majeur nécessitant des réponses multidimensionnelles, impliquant activement les mécanismes et les structures communautaires. Au cours de cette réflexion, nous avons examiné le rôle crucial que joue ces mécanismes et structures dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. En effet, les structures communautaires constituent des remparts face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire. Elles œuvrent pour la coexistence pacifique en sensibilisant, en promouvant des valeurs de tolérance, en assurant la médiation, en identifiant les signes précurseurs de la radicalisation, en remontant l'information, etc.

Cependant, ces efforts se trouvent parfois entravés en raison de l'insuffisance de ressources humaines de qualité, de la faible coordination des actions, de l'insuffisance de ressources financières, des conflits liés aux ressources naturelles.

Pour renforcer la résilience communautaire face à l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire, des recommandations stratégiques et opérationnelles sont formulées. Ainsi, l'État doit :

- assurer une meilleure coordination des actions des structures communautaires locales ;
- identifier les structures et mécanismes communautaires existants ;
- cartographier les actions menées et celles en cours ;
- œuvrer au renforcement des capacités des acteurs religieux, traditionnels et autres leaders communautaires dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent ;
- former les acteurs religieux et traditionnels sur la communication de crise, la gestion des conflits et la compréhension des idéologies qui sous-tendent l'action des extrémistes ;
- s'impliquer dans la gestion des ressources mises à la disposition des structures communautaires ;
- élaborer une stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, reposant sur des stratégies régionales et locales, afin de mieux coordonner les différents acteurs.

Quant aux structures communautaires, elles doivent :

- repenser la conception de stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sur les réalités sociopolitiques, socioéconomiques et démographiques du nord de la Côte d'Ivoire ;
- adopter une démarche proactive ;
- intégrer une coopération plus renforcée avec les autorités étatiques locales à leurs stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ;
- renforcer les capacités des structures et des acteurs communautaires afin de mobiliser des ressources outillées pour contribuer à la prévention de l'extrémisme violent ;
- développer les plateformes de dialogue interreligieux ;
- s'approprier les mécanismes de réponse à l'alerte précoce et se montrer plus entreprenantes dans la recherche de financements ;
- évaluer leurs mécanismes d'alerte précoce avant, pendant et après leur mise en œuvre afin de prévenir effectivement l'extrémisme violent au lieu d'avoir à gérer ses conséquences.

Vu l'importance des collectivités territoriales dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire, une étude portant essentiellement sur ces instruments de la politique de décentralisation visant à déterminer la portée et les limites de leurs actions afin de formuler des recommandations serait pertinente.

⁴⁸ Extrait de l'entretien avec Valérie Vai-Bih, présidente de l'ONG Centre d'excellence des Femmes de Man (CEFM). Entretien réalisé le 26-10-2023 - ⁴⁹ Depuis 2017, le Centre de recherche politique d'Abidjan (CRPA) organise, en partenariat avec l'ambassade d'Israël en Côte d'Ivoire et la Fondation Konrad Adenauer les éditions du dialogue interreligieux. Les thématiques abordées témoignent de la volonté d'orienter les membres des différentes confessions religieuses vers la détermination d'intérêts communs.

RÉFÉRENCES

- Abdoul Hakim Hoduloyé, « Les Imans formés sur l'extrémisme violent et la radicalisation », Al Bayane.info, 27 Septembre 2022.
- Agence Ivoirienne de Presse, « Une ONG forme les rois et chefs traditionnels sur le concept d'extrémisme violent », 21 février 2023. [Disponible sur https://www.aip.ci](https://www.aip.ci)
- Aïssatou Diallo, « Côte d'Ivoire : Ousmane Diakité, l'imam du juste milieu », in Jeune Afrique, Juin 2022.
- Centre canadien de prévention de la radicalisation menant à la violence/ Centre for the prevention of radicalization leading to violence.
- AIP, « Le chef du canton de Korhogo favorable à l'intégration des femmes aux instances traditionnelles de décision », publié le 13 janvier 2018.
- AIP, « L'ONG les «Flamboyants» installe des comités de paix et de prévention de conflits dans le nord» publié le 20 août 2022.
- Farhad Khosrokhavar, Radicalisation, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, col. « Interventions », 2014.
- Farhad Khosrokhavar, « Les trajectoires des jeunes jihadistes français », Études n°6, juin 2015, p.33-44.
- Global Initiative Against Transnational Organized Crime, « Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels », Bulletin de risque numéro 1, septembre 2021, p. 1. [Disponible sur : https://globalinitiative.net](https://globalinitiative.net)
- L'info express, « Lutte contre l'extrémisme violent : Le COSIM mène une mission de paix dans le grand nord », 27 mars 2023. [Disponible sur https://linfoexpress.com](https://linfoexpress.com)
- Lassina Diarra, « Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-Nord de la Côte d'Ivoire », African Center for Peace Studies, Timbuktu Institute 30 avril 2021. [Disponible sur https://africacenter.org](https://africacenter.org)
- Paul Landeau, Pour Allah jusqu'à la mort : Enquêtes sur les convertis de l'Islam, Paris, Ed. du Rocher, 2008.
- Programme des Nations unies pour le développement, prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement.
- Thomas J. Bassett, «Nord musulman et Sud chrétien» : les moules médiatiques de la crise ivoirienne, Dans Afrique contemporaine 2003/2 (n° 206), pages 13 à 27.

LIENS INTERNET

- globalinitiative.net -> Nord de la Côte-d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes et anciens réseaux criminels
- [Banque mondiale](https://www.banque-mondiale.org) -> Côte d'Ivoire : situation économique
- <https://www.cath.ch> -> Côte d'Ivoire : programme de formation imams contre radicalisme religieux
- <https://www.fratmat.info> -> Région bounkani : une ong promeut les mécanismes de résolution pacifique de conflit
- <https://www.laurore.net> -> Conflit communautaire : affrontements signalés entre autochtones et allochtones dans un village
- <https://www.lefigaro.fr> -> Côte d'Ivoire : le conflit à Bouna fait 33 morts
- <https://www.linfodrome.com> -> Côte d'Ivoire : voici les niveaux de pauvreté par région, les femmes les plus pauvres
- <https://www.radiodelapaix.ci> -> Contribution des leaders religieux dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent
- <https://www.radiodelapaix.ci> -> Lutte contre l'extrémisme
- <https://www.resolvenet.org>

À PROPOS DE L'AUTEUR

Dr Moquet César FLAN,
politologue et directeur du Centre de recherche
politique d'Abidjan (CRPA)

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

© photo : Theresa Pichorner - 2017

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive pour la coopération régionale regroupant plus de 40 organisations et experts spécialisés dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

L'objectif du réseau REcAP est de renforcer le rôle de la société civile, y compris les acteurs régionaux, nationaux et communautaires, et les chercheurs dans l'édification de la paix efficace, la gestion des crises et la prévention des conflits et de l'extrémisme violent afin de permettre aux décideurs de prendre des décisions plus éclairées.



www.recapnetwork.org